

La défense nationale et la sécurité

Nommer la menace, l'acteur compétent, l'autorité qui décide et le texte qui l'y autorise, puis situer le rôle du citoyen.

1 Définitions

- **Défense nationale** : protection du territoire, de la population et des intérêts de la Nation contre toute agression ; elle est **globale**.
- **Sécurité intérieure** : ordre public et protection quotidienne des personnes.
- **Dissuasion** : empêcher une agression par la menace d'une riposte nucléaire inacceptable.
- **OPEX** : opération extérieure des armées françaises.
- **Résilience** : capacité d'une société à absorber un choc et à continuer de fonctionner.
- **Esprit de défense** : conscience que la défense est l'affaire de tous.

2 La dissuasion en trois mots

- **Défensive** : protéger les intérêts vitaux, jamais attaquer.
- **Permanente** : quatre sous-marins, un toujours en mer ; Rafale et missile ASMP-A.
- **Présidentielle** : une seule autorité décide.
- Traité de non-prolifération (1968) : cinq puissances reconnues ; France ≈ 290 têtes, 12 % du budget des armées.

3 Le parcours de citoyenneté

1. **EMC** tout au long de la scolarité.
2. **Recensement** en mairie dans les 3 mois suivant 16 ans.
3. **JDC** avant 25 ans : attestation exigée pour examens, permis, concours.
4. Inscription automatique sur les listes électorales à 18 ans.

S'engager : réserve (17 ans), pompier volontaire (16 ans), service civique, métiers des armées.

4 Qui décide, qui agit ?

Acteur	Rôle	Texte
Président	Chef des armées, nucléaire	Art. 5, 15
Premier ministre	Responsable de la défense	Art. 21
Parlement	Budget, guerre, OPEX > 4 mois	Art. 35
Armées	Terre, marine, air et espace	Ministère des Armées
Gendarmerie, police, pompiers	Sécurité intérieure, secours	Ministère de l'Intérieur

5 Repères

- **1949** OTAN (art. 5) · **1955** loi sur l'état d'urgence.
- **1960** première bombe française · **1966** sortie du commandement intégré · **2009** retour.
- **1996-1997** suspension du service militaire, fin des essais nucléaires.
- **2001** seul recours à l'article 5 · **2013** Serval au Mali.
- **2015** attentats, Sentinelle, état d'urgence, art. 42-7 de l'UE.
- **2022** guerre en Ukraine, Revue nationale stratégique · **2023** LPM 2024-2030 (413 milliards).

6 Pièges à éviter

- Service militaire **suspendu**, pas supprimé.
- La gendarmerie est militaire mais dépend de l'Intérieur ; la police est civile.
- OTAN ≠ Union européenne ; pas d'armée européenne.
- Le Président décide, le Parlement contrôle (art. 35).
- La JDC est obligatoire ; le SNU ne l'est pas.

L'ESSENTIEL

- La défense est globale et l'affaire de tous : armées, sécurité intérieure, citoyens résilients.
- Le Président commande, le Premier ministre coordonne, le Parlement vote et contrôle.
- Armée de métier depuis 1997, dissuasion nucléaire depuis 1960 : défensive, permanente, présidentielle.

- La France se défend avec ses alliés : OTAN (article 5), ONU, Union européenne.
- Recensement à 16 ans et JDC : le parcours de citoyenneté relie chaque jeune à la défense.